
« Occidentalistes » et « sinophiles » dans la politique étrangère russe



Andreï Tsygankov

Décembre 2009

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Centre Russie/NEI

© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2009

ISBN : 978-2-86592-625-1

IFRI

27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60
E-MAIL : ifri@ifri.org

IFRI-Bruxelles

RUE MARIE-THERESE, 21
1000 BRUXELLES
TEL. : 32(2) 238 51 10
FAX : 32 (2) 238 51 15
E-MAIL : info.eurifri@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques et politiques qu'économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (*peer-review* et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou obtenir des informations complémentaires), vous pouvez écrire à l'adresse suivante : info.russie.nei@ifri.org

Derniers numéros

– Dominic Fean, « Du bon usage de l'UE en Géorgie : "Partenariat oriental" et gestion des conflits », *Russie.Nei.Visions*, n° 44, septembre 2009 ;

– Jean-Philippe Tardieu, « La Russie et les pays du "Partenariat oriental" après la guerre en Géorgie », *Russie.Nei.Visions*, n° 43, août 2009 ;

– Eva Hagström Frisell et Ingmar Oldberg, « Voisins distants : la présidence suédoise de l'UE et la Russie », *Russie.Nei.Visions*, n° 42, juillet 2009.

Retrouvez la bibliothèque de la collection *Russie.Nei.Visions* en ligne sur Pearlrees :

http://www.pearltrees.com/ifri.russie.nei/map/1_87829/

Auteur

Andreï P. Tsygankov est professeur de relations internationales et de sciences politiques à la San Francisco State University. Parmi ses derniers livres : *Russophobia: Anti-Russian Lobby and American Foreign Policy* (Basinstoke, Palgrave Macmillan, 2009) et *Russia's Foreign Policy: Change and Continuity in National Identity* (deuxième édition, Boulder, Rowman & Littlefield, à paraître).

Sommaire

INTRODUCTION	4
LA CHINE ET L'OCCIDENT DANS LA POLITIQUE ETRANGERE RUSSE	7
Questions clés	7
L'évolution des relations sino-russes	9
LA CHINE ET L'OCCIDENT DANS LE DISCOURS INTERNATIONAL RUSSE	12
Le spectre international russe	12
<i>Les occidentalistes idéologiques</i>	12
<i>Les occidentalistes pragmatiques</i>	13
<i>Les sinophiles pragmatiques</i>	14
<i>Les sinophiles idéologiques</i>	16
L'évolution du discours international russe	16
EXPLIQUER LE TOURNANT CHINOIS DE LA RUSSIE	19
L'essor économique chinois	19
L'unilatéralisme américain	20
La faiblesse de l'État russe	21
CONCLUSIONS ET IMPLICATIONS	22

Résumé

Alors que la Chine s'affirme sur la scène internationale, la Russie est de moins en moins capable de résister à l'influence politique et économique de son voisin asiatique. En conséquence, le discours russe sur la Chine a évolué : dominé à l'origine par les occidentalistes, il est désormais influencé en grande partie par les sinophiles. Ceux-ci privilégient le développement de relations basées sur les priorités économiques et sécuritaires russes. Bien que le discours officiel reste centré sur le renforcement des liens avec l'Europe, le Kremlin semble de plus en plus sujet à des pressions venant de groupes – au sein de l'État et extérieurs à lui – favorables à la Chine. Pour le monde occidental, le « virage chinois » de la politique étrangère russe nécessiterait une recherche d'équilibre entre le renforcement des liens avec la Russie et la préservation du partenariat étroit existant avec la Chine.

Introduction

Les évènements du second semestre 2008 ont montré que le monde post-guerre froide est en train d'être remplacé par un monde post-occidental dans lequel la Russie et la Chine jouent un rôle de plus en plus important. La guerre russo-géorgienne et la crise financière mondiale ont notamment affaibli la capacité de l'Occident à projeter son pouvoir économique et politique dans le monde. Le voyage à Pékin du Premier ministre Vladimir Poutine du 12 au 15 octobre 2009 – alors même que la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton était en visite à Moscou – a souligné les relations de plus en plus étroites entre les deux pays, en particulier dans le domaine de la coopération énergétique. Après avoir conclu en 2009 un contrat pétrolier d'un montant de 100 milliards de dollars, Moscou et Pékin négocient à présent un accord qui ferait de la Chine le premier consommateur de gaz naturel russe¹. Si ces évènements semblent alimenter leur vision d'un monde multipolaire émergent, la Chine s'appuie sur une base plus solide pour défier la suprématie mondiale de l'Occident. Elle continue à jouer un rôle important dans la formation de coalitions internationales non occidentales – notamment l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai) et les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) – et elle ressort renforcée de la crise financière mondiale.

Cet article propose une analyse de l'évolution, depuis la dissolution de l'Union soviétique, des relations de la Russie avec son plus grand voisin asiatique. S'appuyant sur différentes recherches², il reflète de significatives évolutions dans la perception russe de la Chine et souligne l'importance croissante qu'elle acquiert pour la Russie. La classe politique russe ne considère plus comme possible et pertinente la diplomatie excessivement pro-occidentale menée de 1992 à 1996 par le ministre des affaires étrangères Andreï Kozyrev. Sur le plan politique, la relation bilatérale sino-russe a atteint des dimensions stratégiques dans les domaines du commerce et de la sécurité régionale. Les deux pays ont fait preuve d'une convergence croissante tant dans la perception des priorités mondiales que dans la proposition de solutions aux problèmes globaux. Au niveau du discours, les occidentalistes – qui soutiennent un engagement accru de la Russie au côté des nations occidentales – ont été remplacés

Traduit de l'anglais par David Rochefort.

¹ L. Kim, « Putin Travels to China to Expand \$100-Billion Energy Relations », *Bloomberg*, 12 octobre 2009.

² G. Flikke et J. Wilhelmsen, *Central Asia: A Testing Ground for New Great Power Relations*, Oslo, Norwegian Institute of International Affairs, 2008 ; B. Lo, *Axis of Convenience: Moscow, Beijing and the New Geopolitics*, Washington D.C., Brookings Institution, 2008 ; P. Rangsimaporn, *Russia as an Aspiring Great Power in East Asia Perceptions and Policies from Yeltsin to Putin*, New York, Palgrave Macmillan, 2009.

par les sinophiles, qui défendent des liens plus étroits avec le voisin oriental de la Russie, fût-ce au prix d'une dégradation des relations avec l'Occident. Dans le même temps, un nombre considérable de Russes affiche une certaine prudence vis-à-vis de la puissance et de l'influence croissante de la Chine et leurs implications éventuelles sur la souveraineté et l'indépendance de la Russie. La « sinophilisation » actuellement à l'œuvre dans la politique étrangère russe n'est ni absolue ni irréversible, et des considérations d'ordre pragmatique concernant les intérêts économiques et politiques continuent de prévaloir dans les relations du Kremlin avec Pékin sur les considérations idéologiques ou les valeurs communes.

La Chine et l'Occident dans la politique étrangère russe

Questions clés

Située entre la Chine et l'Europe, la Russie est confrontée à des défis d'importance régionale et mondiale. Les questions spécifiques aux relations sino-russes concernent l'immigration transfrontalière et les conflits territoriaux. D'autres enjeux, liés notamment à la conception du système international, la sécurité en Asie centrale et dans la péninsule coréenne, les sources d'énergie et leur transport, sont d'une nature plus globale et permettent une implication plus grande des acteurs occidentaux. Avec le temps, Moscou a cherché à rendre sa politique chinoise plus active et à inscrire ces dernières questions à l'ordre du jour de ses relations avec Pékin.

Dans le cadre de leurs relations bilatérales, la Russie et la Chine sont parvenues à trouver des solutions à leurs différends en matière d'immigration transfrontalière et de délimitations frontalières. Les deux pays partagent une approche similaire sur l'intégrité territoriale et ont régulièrement dénoncé le séparatisme au sein de leurs territoires respectifs – que ce soit en Tchétchénie ou à Taiwan. Officiellement, Moscou et Pékin ont été en désaccord sur la question de la reconnaissance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, territoires géorgiens séparatistes. Pékin a refusé de suivre la Russie dans cette voie, soucieux de son intégrité territoriale, notamment à la lumière des activités ouïghoures dans la province majoritairement musulmane du Xinjiang. De façon informelle, cependant, la Chine a soutenu la Russie pendant la crise du Caucase sans que cette question n'affecte leurs relations. Au cours du conflit, les médias chinois ont été dans l'ensemble favorables aux positions russes. En outre, après la reconnaissance, les experts chinois ont eu tendance à partager les inquiétudes russes au sujet de l'élargissement de l'OTAN [Organisation du traité de l'Atlantique Nord]³.

La Russie et la Chine se sont également beaucoup rapprochées dans leur vision d'un système international qu'ils analysent comme un

³ E. Wishnick, *Russia, China, and the United States in Central Asia*, Carlisle (PA), Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, février 2009, p. 41.

monde multipolaire émergent. En avril 1996, les deux pays ont d'abord annoncé qu'ils entraient dans une nouvelle étape de leur partenariat ; l'année suivante, les dirigeants russes et chinois signaient la « Déclaration commune sur un monde multipolaire et l'émergence d'un nouvel ordre international », qui reflétait leur vision de la multipolarité naissante. Les interventions militaires occidentales qui ont suivi – celle de l'OTAN en Yougoslavie en 1999 et celle des États-Unis en Irak en 2003 – ont consolidé encore plus la convergence des priorités chinoises et russes pour le système international. En outre, les deux acteurs ont refusé de soutenir les sanctions occidentales contre l'Iran pour contrer les supposées ambitions iraniennes d'accéder à l'arme nucléaire.

Leurs perceptions des questions de sécurité régionale sont également compatibles, au moins à moyen terme. En Asie centrale, le Kremlin préfère résoudre les problèmes de sécurité au moyen de la coordination systématique d'efforts nationaux et non par l'usage de la force au travers des coalitions *ad hoc*. Avec la Chine et quatre États d'Asie centrale, la Russie œuvre à la consolidation de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) qui a vocation à répondre aux menaces terroristes et à combler le vide sécuritaire régional. En Asie de l'Est, Moscou a défendu une solution multilatérale à la crise nucléaire nord-coréenne, et a beaucoup contribué à la création du format des négociations à six en 2003. De plus, les responsables russes ont exprimé leur soutien à l'unification des deux Corées si elle se faisait pacifiquement et sur la base d'un dialogue intercoréen.

Les relations entre la Russie et les pays asiatiques se sont intensifiées dans le domaine de l'armement et de l'énergie. Tandis que l'Occident juge les armes russes de qualité médiocre, la Chine et l'Inde sont devenus les plus gros clients de l'industrie de défense russe. Depuis 2001, la Russie s'est aussi intéressée à des coopérations avec la Chine et d'autres nations non occidentales sur des projets énergétiques et de transport. En mai 2003, le président chinois Hu Jintao a signé un accord d'approvisionnement pétrolier sur 25 ans. Cependant, l'accord n'a été débloqué que récemment, ce qui est dû en partie à l'inquiétude russe de voir la Chine prendre le contrôle de certaines parties de la Sibérie. Cependant, un accord pétrolier signé en février 2009 avec la Chine pour un montant de 90 milliards de dollars a montré la capacité de Moscou et Pékin à surmonter leurs désaccords sur les prix, les conditions et le tracé des routes. En échange d'un prêt de 25 milliards de dollars aux entreprises pétrolières russes, la compagnie pétrolière publique russe a accepté de fournir 15 millions de tonnes de pétrole à la Chine pendant vingt ans.

La question de l'accès aux réserves énergétiques d'Asie centrale est plus compliquée. Bien que le chemin de transit le plus court pour exporter les sources d'énergie vers l'Europe passe par la Russie, la Chine parvient de mieux en mieux à projeter son influence économique et à gagner de nouveaux contrats avec les États les plus riches de la région : le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan.

Le tableau 1 résume les questions clés des relations sino-russes et leur état de résolution.

Tableau 1. Relations sino-russes : Enjeux et solutions

Enjeux	Processus de résolution
1. Immigration frontalière	Traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération, 16 juillet 2001 ; Protocoles sur la délimitation frontalière, 14 octobre 2004 et 21 juillet 2008.
2. Conflits territoriaux	Protocoles sur la délimitation frontalière, 14 octobre 2004 et 21 juillet 2008.
3. Séparatisme / Intégrité territoriale	Déclarations bilatérales de soutien mutuel, 2001, 2004.
4. Vision du système international	Déclarations bilatérales en faveur d'un monde multipolaire : 1997, 1999, 2005.
5. Sécurité en Asie centrale	OCS (Chine, Russie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Ouzbékistan), créée le 15 juin 2001.
6. Corée du Nord	Pourparlers à Six (Chine, Japon, Russie, États-Unis, Corée du Nord, Corée du Sud) depuis août 2003.
7. Énergie russe	Négociations bilatérales et contrats à long terme. L'accord pétrolier le plus important a été signé le 17 février 2009.
8. Énergie en Asie centrale	Non résolu (rivalité).

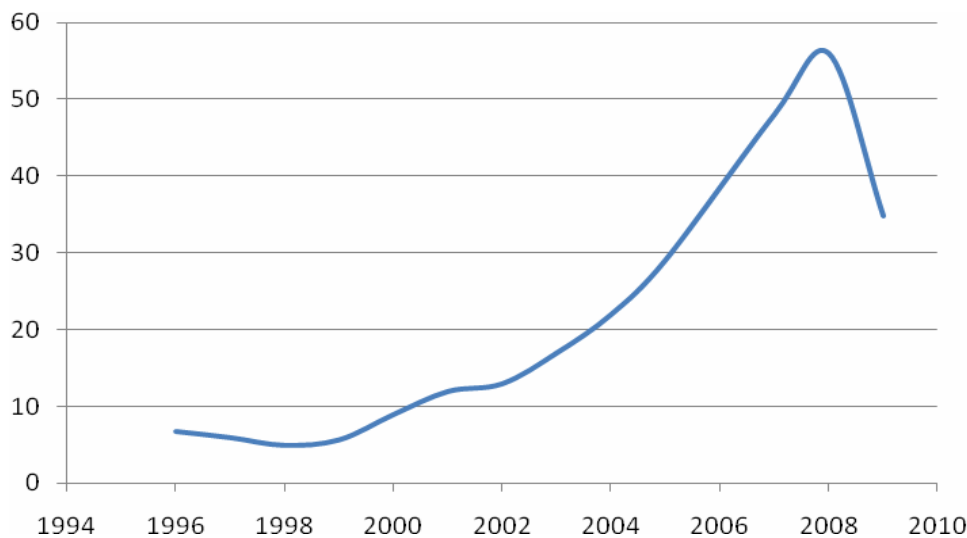
L'évolution des relations sino-russes

L'intensification des relations sino-russes se traduit par un accroissement des échanges commerciaux et une convergence politique de plus en plus manifeste entre les deux pays. Le début de la période post-soviétique a révélé la passivité de la politique orientale des dirigeants russes. En février 1992, le traité frontalier avec la Chine a été ratifié par le Soviet suprême russe, mais le président Boris Eltsine et le ministre des Affaires étrangères Andreï Kozyrev restaient méfiants à l'égard de la Chine qui leur paraissait anti-occidentale et critique face aux évolutions démocratiques russes. Jusqu'à la fin 1992, les dirigeants et politiciens russes évitaient même de rencontrer des officiels chinois. En mars de la même année, le ministre Kozyrev s'est rendu en Chine pour essayer de stimuler la coopération économique entre les deux États. Cependant, le voyage n'a duré que trente heures et les avis des deux parties ont divergé sur les questions des droits de l'homme, concluant officiellement que, dans les relations sino-

russes, « de nombreux éléments de convergence considérables coexistent avec des approches différentes sur des enjeux significatifs »⁴. La visite de Boris Elstine en Chine en décembre 1992 a relancé les échanges bilatéraux commerciaux sans, pourtant, changer sur le fond.

Au milieu des années 1990, la Russie se met à développer activement des liens géostratégiques et économiques hors Occident, en partie en réponse aux pressions de l'opposition interne. La politique extérieure conduite par le ministre des Affaires étrangères russe, Evgueni Primakov, qui a succédé à A. Kozyrev, visait à renforcer les positions russes dans le monde au détriment des nations occidentales – particulièrement des États-Unis – et reflétait sa vision de la multipolarité comme processus en cours. En décembre 1998, Primakov a même défendu l'idée d'une alliance Chine-Inde-Russie comme « nouveau pôle dans la politique mondiale ». Les événements de la fin de la décennie – frappes militaires américaines contre l'Irak, projets d'un accord américano-japonais pour la création d'une défense anti-missile, contre les missiles de théâtre, élargissement de l'OTAN à l'Est et bombardement du Kosovo – ont poussé les deux pays à une coordination active de leurs réponses face à ce qu'ils percevaient comme des menaces dans les affaires mondiales.

Graphique 1. Relations commerciales entre la Russie et la Chine, 1996-2009 (milliards de dollars)



Sources : Bobo Lo et Andy Rothman, « China and Russia: Common Interests, Contrasting Perceptions », *Asian Geopolitics* et « CLSA Special Report », mai 2006, p. 14 ; « FACTBOX-China-Russia trade relations », *Reuters*, 19 mai 2008 ; « China Becomes Russia's Leading Trade Partner », *Interfax*, 17 juin 2009.

*Les données pour 2009 ne correspondent qu'au premier trimestre.

Les échanges économiques restaient cependant à la traîne. Malgré l'amélioration des relations entre les deux pays dans les domaines de l'immigration transfrontalière et des ventes d'armes, les relations

⁴ Ye. Bazhanov, « Russian Policy Toward China », in P. Sherman (dir.), *Russian Foreign Policy*, Boulder, Westview Press, 1995, p. 170.

commerciales globales ne progressaient pas de façon significative. Comme le montre le graphique 1, les véritables améliorations commerciales ne se sont pas produites avant la reprise économique russe, vers 2002. La faiblesse russe et le fait que la Chine se tourne vers les marchés économiques mondiaux ont entravé la réalisation des ambitions géostratégiques de Moscou. Le partenariat stratégique à part entière entre la Chine et la Russie n'était alors qu'une simple possibilité, et les efforts de Primakov pour engager des pays non occidentaux dans un partenariat stratégique avec la Russie afin de contrebalancer l'influence de l'Occident ne pouvaient guère fonctionner.

Avec l'élection de Vladimir Poutine, l'économie russe a commencé à se redresser ; les relations avec la Chine étaient désormais guidées par les priorités de normalisation et de modernisation plutôt que le développement d'alliances stratégiques et diplomatiques. En faisant la promotion des ventes d'armes en Asie, V. Poutine ne cherchait plus à créer un nouvel « axe » stratégique pour contrebalancer les États-Unis. La Russie concevait désormais ses relations avec l'Asie dans un contexte d'ouverture économique régionale, dans laquelle elle-même devait jouer – grâce à sa richesse en ressources naturelles – un rôle important et obtenir d'importants bénéfices économiques et politiques. Bien que ses débouchés énergétiques restaient pour l'essentiel en Europe et représentaient près de 50 % de son commerce extérieur, la Russie continuait à se positionner d'une manière agressive comme un carrefour incontournable pour le tracé des pipelines reliant l'Asie, l'Europe et l'Amérique du Nord.

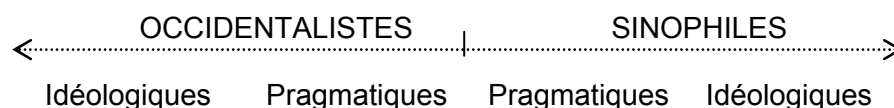
Sous les présidences de Poutine et Medvedev, la Russie a continué à normaliser ses relations politiques avec la Chine. En juillet 2001, les deux pays ont signé un traité de bon voisinage et de coopération amicale, un accord de coopération stratégique et économique pour une période de 20 ans. Depuis 2002, ils ont utilisé l'OCS pour organiser des exercices militaires et anti-terroristes communs. En 2004-2005, ils ont signé et ratifié un accord sur la ligne de démarcation de la frontière orientale, résolvant ainsi la question des îles disputées du fleuve Amour. Plus tard, en réponse aux divergences grandissantes de la Russie avec l'Occident et aux rivalités géopolitiques dans l'ancienne zone soviétique, la question de l'équilibre des grandes puissances est redevenue une priorité pour le Kremlin. Se présentant comme une superpuissance énergétique, la Russie a mobilisé ses alliés non occidentaux. Depuis, la Russie et la Chine coordonnent régulièrement leurs déclarations politiques et leurs activités militaires. En 2005, les deux pays ont signé la « déclaration commune sur l'ordre mondial au XXI^e siècle » et ont conduit plusieurs exercices militaires de grande envergure. Certains signes laissent également à penser qu'ils travaillent à une position commune sur la question afghane.

La Chine et l'Occident dans le discours international russe

Le spectre du discours international russe

L'analyse des discours et des écrits de hauts responsables, des experts en politique étrangère et des articles des médias russes sur les relations de la Russie avec l'Occident et la Chine conduit à distinguer les deux groupes suivants : les occidentalistes et les sinophiles⁵. Si les occidentalistes représentent les aspirations historiques occidentales de la Russie, les sinophiles s'inspirent de l'ancien courant slavophile – sans pourtant s'y identifier – pour mettre en avant l'exception culturelle de la Russie qui lui imposerait sa propre voie de développement. Chaque groupe peut lui-même être divisé en deux courants supplémentaires, selon que ses membres défendent un rapprochement avec l'Occident et la Chine sur la base du pragmatisme / des intérêts ou de l'idéologie / des valeurs (voir Figure 1 qui récapitule les différents courants). Ces écoles de pensée s'opposent mais parfois s'entremêlent, aucune n'étant présente à l'« état pur » dans l'environnement politique mouvant russe.

Figure 1. Occidentalistes et sinophiles dans le discours russe



Les occidentalistes idéologiques

Selon les occidentalistes idéologiques, la Russie est un pays doté d'une identité et un système de valeurs occidentales. Critiques sur la situation intérieure du pays, ils se montrent tout aussi sceptiques sur sa faculté à

⁵ Pour un examen plus détaillé des attitudes russes vis-à-vis de la Chine, voir : A. Lukin, *The Bear Watches the Dragon: Russia's Perceptions of China and the Evolution of Russian-Chinese Relations Since the Eighteenth Century*, Armonk, M.E. Sharpe, 2003 ; V. Shlapentokh, « China in the Russian Mind Today: Ambivalence and Defeatism », *Europe-Asia Studies*, Vol. 59, No. 1, 2007 ; B. Lo, *Axis of Convenience*, *op. cit.* [2] ; A. Leonova, « Electoral Choice, Cultural Capital, and Xenophobic Attitudes in Russia 1994-2006 », in : *Russian Nationalism*, M. Laruelle (dir.), Londres, Routledge, 2009 ; P. Rangsimaporn, *Russia as an Aspiring Great Power in East Asia Perceptions and Policies from Yeltsin to Putin*, New York, Palgrave Macmillan, 2009.

devenir une grande puissance. Selon ce groupe, le principal problème auquel est confronté la Russie est son modèle de développement économique et politique mis en place sous Vladimir Poutine. Excessivement centralisés, ils estiment que cette orientation bloque la modernisation du pays et son intégration aux institutions occidentales. Pour des politiciens et experts affiliés aux partis et *think tanks* libéraux – comme Boris Nemtsov, Vladimir Milov, Ievgueni Gontmakher et Igor Yurgens – la « Stratégie de développement socio-économique de la Fédération de Russie jusqu'à 2020 » du gouvernement est irréaliste et peu pertinente⁶. Certains critiquent l'implication russe dans la guerre contre la Géorgie et évaluent avec pessimisme les perspectives de reprise économique du pays sans un démantèlement de l'actuel modèle de développement.

En outre, les occidentalistes idéologiques reprochent au gouvernement de nier la faiblesse interne de la nation et d'occulter la menace croissante posée par la Chine. Si le groupe reconnaît le déclin relatif de l'Occident, il affirme que, tant culturellement que politiquement, la Russie devrait choisir l'Europe et les États-Unis pour s'attaquer aux principaux problèmes économiques et sécuritaires. Selon Dmitri Trenin, directeur du centre Carnegie de Moscou, « la Russie n'est pas une civilisation à part ou un monde en soi » et donc « ne peut sérieusement s'attendre à être un centre de pouvoir équivalent à la Chine ou aux États-Unis. En conséquence, la non inclusion de la Russie dans l'architecture de sécurité européenne est un problème, alors que l'absence chinoise du système d'accords sécuritaires conduit par les États-Unis n'en est pas un⁷ ». Cette position reste largement marginalisée dans la communauté étrangère russe.

Les occidentalistes pragmatiques

La position des occidentalistes pragmatiques est plus influente et étroitement liée aux discours de V. Poutine et de D. Medvedev. Ils donnent la priorité aux relations avec l'Occident, mais sur la base des intérêts économiques et politiques plutôt que sur les valeurs. Dans l'un de ses premiers discours – « La Russie au tournant du millénaire » –, Poutine a souligné ces intérêts : la modernisation de l'économie, la stabilité politique et le renforcement de la sécurité⁸. Les défenseurs de cette approche insistent sur la nécessité pour la Russie d'évoluer vers la liberté et la démocratie à son propre rythme et à ses propres conditions. De telles conditions impliquent que le pays reste une grande puissance et joue sur le même pied d'égalité dans l'alliance avec les Occidentaux. Dans son discours à Munich en février 2007, Poutine a virulemment critiqué l'« unilatéralisme » américain sur la scène mondiale et a rappelé une nouvelle fois que la Russie ne tolérera pas des politiques qui, selon elle,

⁶ B. Nemtsov et V. Milov, « Putin i krizis », *Nezavisimaya gazeta*, 20 mars 2009 ; Ye. Gontmakher, « Who Will Take Power? » *The New Times*, 2 mars 2009 ; A.E. Kramer, « Political Aide Says Kremlin May Need to Ease Control », *New York Times*, 10 février 2009.

⁷ D. Trenin, « Blowing Both Hot and Cold », *Moscow Times*, 24 mars 2009.

⁸ V. Putin, « Rossiya na rubezhe tsysyacheletiy », *Nezavisimaya gazeta*, 30 décembre 1999.

interféreraient avec sa souveraineté et sa sécurité nationale. Cependant, le discours prononcé devant une audience européenne révélait que les priorités russes restent du côté de l'Occident⁹. Au sein de l'Administration présidentielle et des entreprises publiques qui exportent vers l'Europe (comme Gazprom), beaucoup défendent ce point de vue.

Les occidentalistes pragmatiques se rangent du côté de l'Occident non pour leur croyance en la démocratie à l'occidentale mais parce qu'ils mesurent le poids de l'économie et de la technologie occidentales. S'ils accordent leur priorité à la souveraineté et à l'indépendance de l'État, les pragmatiques sont tout aussi conscients du danger de devenir dépendants à l'égard d'un Orient plus puissant. D'une certaine façon, leur vision des voisins asiatiques de la Russie est similaire à celle des occidentalistes : défensive et marquée par la crainte. Par exemple, Poutine partage l'inquiétude des occidentalistes sur un point : les pays voisins pourraient exploiter la Russie si elle ne parvenait pas à améliorer sa situation économique. Dans l'un de ses discours, l'ancien président a exprimé cet avertissement explicite : « Je ne veux pas dramatiser la situation, mais si nous ne faisons pas tous des efforts, même la population indigène russe parlera bientôt japonais, chinois et coréen¹⁰ ».

Les sinophiles pragmatiques

Ce courant privilégie le développement de relations avec la Chine respectant les priorités économiques et sécuritaires russes. Comme les pragmatiques pro-occidentaux, les pragmatiques sinophiles veulent préserver la souveraineté et l'indépendance de la Russie. Cependant, ils estiment que celles-ci seraient mieux préservées par des liens économiques et politiques plus étroits avec la Chine plutôt qu'avec l'Occident.

En ce qui concerne les relations sécuritaires avec Pékin, de nombreux hauts fonctionnaires des structures de force et du ministère des Affaires étrangères considèrent, depuis Primakov, que la Russie devrait privilégier une alliance militaire avec la Chine pour éviter la constitution d'un monde unipolaire américano-centré perçu comme dangereux. Selon Primakov, le développement d'un monde multipolaire doit représenter une priorité nationale car il constitue un préalable à la réaffirmation de la Russie comme grande puissance. Ainsi, en 2001, Vadim Tsymburski, un intellectuel influent, a affirmé que la Russie devait maintenir sous son contrôle son aire de responsabilité géopolitique – l'Asie centrale et le Caucase – par le développement d'alliances culturelles et politiques avec la Chine, l'Inde et l'Iran. Il se plaint toutefois que la politique de Poutine

⁹ Pour une analyse plus détaillée, voir : A. Tsygankov, *Russia's Foreign Policy: Change and Continuity in National Identity*, Boulder, Rowman & Littlefield, deuxième édition, à paraître, 2010).

¹⁰ V. Putin, « Vystupleniye na soveschaniyi 'O perspektivakh razvitiya Dal'nego Vostoka i Zabaikalya' » Blagoveschensk, 21 juillet 2000, <www.kremlin.ru>. Le président actuel, Dmitri Medvedev, a fait des remarques similaires, en affirmant ouvertement que la Russie pourrait perdre l'Extrême-Orient si elle échouait à développer la région : « Medvedev: Far East ignored too long » *RIA RosBusinessConsulting*, 26 septembre 2008.

n'ait laissé que peu d'espoir de réaliser ce projet en décidant de « combattre dans une guerre étrangère » et en « abandonnant » l'Asie centrale et la Géorgie aux Américains¹¹. En 2003, Mikhaïl Margelov, président du comité des affaires internationales au Conseil de la Fédération, a mis l'accent sur la relation sino-russe dans le triangle Russie-Chine-États-Unis¹². L'influent volume paru en 2007, *Russkaya doktrina* (la Doctrine russe), rédigé par des experts liés à l'armée et aux cercles religieux russes¹³, défend l'idée d'alliances sur le long terme avec des États non européens afin de résister à l'Occident. Prédissant un retrait américain d'Eurasie entre 2010 et 2015, les nationalistes appellent à « une union politique, économique et militaire à part entière à la façon d'un pacte de Varsovie » avec la Chine, l'Inde, l'Iran et d'autres pays non occidentaux¹⁴.

Dans les relations économiques bilatérales, cette position est souvent défendue par les producteurs d'énergie et les industriels militaires en quête de contrats en Asie, ou par ceux qui veulent bénéficier des importations de biens de consommation bon marché en provenance de Chine. Pour les spécialistes des questions énergétiques et les experts en géopolitique, la Russie devrait plutôt rediriger ses réserves de pétrole et de gaz vers les pays eurasiatiques : cela l'aiderait à développer des « biens énergétiques » et à abandonner son rôle actuel de « faire-valoir de l'Europe » en matières premières¹⁵. En outre, certaines compagnies d'État ont bénéficié de prêts chinois : un prêt de 6 milliards de dollars a par exemple permis à Rosneft – la plus grande entreprise pétrolière russe – d'acquérir Yuganskneftegaz après la vente de Yukos. Le président de Rosneft, Igor Sechin, est actuellement vice-Premier ministre et l'un des membres les plus influents des *siloviki*¹⁶.

Dans les cercles médiatiques et parmi les experts, l'approche « sino-centrée » pragmatique est défendue par des acteurs impliqués dans des projets communs avec la Chine ou recevant différentes formes de soutien de la part d'organisations chinoises. L'influent *Russian Institute of the Far East* avance par exemple des thèses largement favorables à l'idée d'un partenariat stratégique économique et militaire avec la Chine¹⁷.

¹¹ V. Tsymburski, « Eto tvoi posledni geokul'turnyi vybor, Rossiya », *Polis*, No. 1, 2001.

¹² B. Lo, *Axis of Convenience*, op. cit. [2], p. 163.

¹³ Le vaste collectif d'auteurs et de consultants ayant contribué à cet ouvrage comprend des prêtres orthodoxes et des membres du Centre pour un conservatisme dynamique. La *Doktrina* a également été soutenue par le patriarche Kirill. La liste détaillée des auteurs est disponible à cette adresse : <www.rusdoctrina.ru/page95506.html>.

¹⁴ *Russkaya doktrina*, Moscou, Yauza, 2007, p. 313.

¹⁵ M. Dmitriyev, « Russia's 'Energy Key' Strategy, » *Russia in Global Affairs*, No. 4, octobre – décembre 2006, <<http://eng.globalaffairs.ru/numbers/17/1070.html>>.

¹⁶ B. Lo, *Axis of Convenience*, op. cit. [2], p. 145, 249.

¹⁷ Voir par exemple les ouvrages du directeur de l'institut M. Titarenko, *Rossiia: Bezopasnost' cherez sotrudnichestvo*, Moscou, Institut Dal'nego Vostoka, 2003 ; et *Geopoliticheskoye znachenie Dal'nego Vostoka*, Moscou, Pamyatniki istoricheskoi mysli, 2008, dans lequel il défend la thèse de la Russie comme puissance eurasiennne.

Les sinophiles idéologiques

Enfin, dans le discours international russe, il y a ceux qui admirent la Chine pour les valeurs exprimées dans son modèle de développement et sa résistance nationaliste à l'Occident. Le parti communiste russe et certains eurasistes sont favorables à une alliance étroite avec la Chine ou l'Iran, afin que la Russie retrouve ses « racines culturelles » et se défende contre les influences occidentales, perçues comme dangereuses¹⁸. Selon ce groupe, la Russie doit créer une coalition eurasiatique qui serait un contrepoids crédible à l'Occident, chasser les Américains hors d'Eurasie et copier le modèle chinois de développement, centré sur la culture de l'État. Les partisans de cette thèse critiquent les occidentalistes et les sinophiles pragmatiques qui raisonnent exclusivement en termes d'intérêts et de bénéfices mutuels. Selon eux, l'idée de souveraineté doit s'appuyer sur les concepts de nation et de civilisation. Par rapport au groupe précédent, les sinophiles idéologiques ne sont pas aussi proches du Kremlin et se trouvent dans une position nettement moins influente.

L'évolution du discours international russe

Depuis la chute de l'Union soviétique, le discours des dirigeants russes sur la Chine a évolué d'un discours maîtrisé par les occidentalistes idéologiques à un discours pour l'essentiel contrôlé par les sinophiles pragmatiques. Ces derniers disposent désormais de soutiens dans le gouvernement, les sociétés énergétiques liées à l'Asie, le complexe militaro-industriel, les structures gouvernementales des grandes villes ayant une importante minorité chinoise et dans certains médias influents. Bien que le discours international ait reflété les préférences de l'État, l'actuelle faiblesse étatique russe permet à divers groupes d'intérêts de jouer un rôle plus important pour influencer la mise en œuvre de politiques.

Au début de la décennie 1990, les occidentalistes idéologiques élaboraient le programme politique russe. Même si Gorbatchev a posé les bases d'une amélioration des relations avec la Chine en signant deux importants communiqués communs et le traité sur les frontières, le développement des relations est resté bloqué par leurs différences idéologiques croissantes. Les occidentalistes insistaient pour que les relations avec l'Est « barbare » soient limitées aux questions de sécurité nationale. Dans la mentalité des premiers réformateurs russes, l'Est était associé aux concepts de « zone arriérée » et d'« autoritarisme » plutôt qu'à ceux de « prospérité » et de « démocratie » des « nations civilisées » occidentales. Dans le camp occidentaliste, nombreux étaient ceux qui restaient persuadés que les systèmes non occidentaux – tels que ceux en vigueur en Chine ou dans les pays du Moyen-Orient – suivraient

¹⁸ A. Dugin, « Vneshnepoliticheskaja eklektika ili strategija rossiiskoi vneshnei politiki », *Rossiiskaia Gazeta*, 21 janvier 2005 ; M. Leontyev, « Strana, kotoraya khochet possorit' Russiyu s Kitayem », *Komsomol'skaya pravda*, 22 juillet 2008 ; M. Yuriev, « Kitayskaya ugroza: fakty i fiktsiya », *Profil*, 14-20 janvier 2008.

rapidement les exemples soviétique et est-européen et s'effondreraient, précisément en raison de leur nature « non démocratique ». La Chine était particulièrement méprisée à cause du massacre des démocrates chinois sur la place Tienanmen en 1989 et du soutien de Pékin au putsch contre Gorbatchev en août 1991 à Moscou.

L'arrivée d'Evgueni Primakov à la tête du ministère des Affaires étrangères a permis d'amorcer des changements dans la formulation de la politique chinoise de la Russie. Motivé par la stratégie, le discours officiel insistait sur l'importance géopolitique du pays dans la construction d'un monde multipolaire émergent. Il s'agissait également de combiner des politiques de coopération et de rééquilibrage avec l'Occident et l'OTAN, tout en renforçant les liens avec les pays non occidentaux. Une grande partie de la classe politique du pays semblait à l'aise avec cette nouvelle perspective sinophile pragmatique. Si certains étaient inquiets de la domination politique et militaire des États-Unis dans les affaires mondiales, d'autres craignaient des réformes économiques douloureuses et défendaient un paternalisme d'État. Les occidentalistes ont contesté cette vision des choses en soutenant que la multipolarité n'était rien d'autre qu'un exemple d'ambitions de puissance démesurées. N'allant pas « assez loin » dans la restauration des liens traditionnels soviétiques de politique étrangère et des « valeurs eurasiatiques » russes, les sinophiles idéologiques ont attaqué la nouvelle doctrine officielle, mais n'ont guère eu plus de succès.

Sous la présidence de Vladimir Poutine, le discours russe sur la Chine a évolué vers un occidentalisme pragmatique et s'est éloigné de l'approche de Primakov, tournée vers la Chine et l'Inde. Le Kremlin prêtait alors l'oreille à ceux qui critiquaient la CEI [Communauté des États indépendants] comme vecteur d'intégration post-soviétique pour résister à l'expansion vers l'Est de l'OTAN et tenter de reconstruire un axe de sécurité Russie-Chine-Inde. Certains anciens proches de Primakov se sont montrés déçus de l'ancienne direction et ont commencé à retirer leur soutien.

Plus récemment, en réaction à la déception du Kremlin face à la posture initialement pro-occidentale de Poutine, le discours international russe est revenu à l'attitude sinophile pragmatique, sans l'encouragement volontaire de l'État. Même si ce discours officiel reste focalisé sur le renforcement des relations économiques internationales – et particulièrement avec l'Europe –, l'État est de plus en plus sujet à l'influence de divers groupes d'intérêt ayant des activités en Chine. En réponse aux nouvelles tensions entre la Russie et l'Occident, la rhétorique du partenariat stratégique avec la Chine remplit l'espace médiatique, débouchant sur un jeu à somme nulle par rapport aux relations avec les États-Unis et les autres pays occidentaux. La population russe est en outre devenue de plus en plus sinophile. Un sondage a, par exemple, révélé que le pourcentage de Russes percevant la Chine comme un partenaire stratégique et économique est passé de 34 % à 41 % en l'espace de

quelques années. En outre, 47 % des gens interrogés exprimaient leur optimisme quant à l'évolution des relations avec la Chine¹⁹.

¹⁹ « Most Russians See China As Strategic Partner – Poll », Itar-Tass, 16 juin 2009.

Expliquer le tournant chinois de la Russie

Trois facteurs – l'essor économique de la Chine, l'unilatéralisme américain et la faiblesse de l'État russe – permettent d'expliquer la préoccupation croissante qu'ont les Russes de leur voisin asiatique depuis la fin de la guerre froide.

L'essor économique chinois

Jusqu'en l'an 2000, tandis que l'économie russe était en plein marasme, celle la Chine connaissait une croissance rapide et stable. À la fin des années 1990, le PIB chinois était cinq fois plus élevé que le russe, ce qui inquiétait beaucoup les Occidentaux, percevant le danger d'un empiètement chinois en Extrême-Orient. Au cours des années 2000, l'économie russe s'est remise de la plus longue dépression de son histoire. La part russe dans le PIB mondial n'est que de 2,3 % et devrait seulement s'élever à 3,5 % d'ici à 2020²⁰. Dans les dix à quinze prochaines années, l'écart entre la part russe du PIB mondial et celle de la Chine et de l'Inde continuera de croître ; plus encore, la part américaine ne devrait pas décliner de façon significative par rapport à celle de la Russie. L'essor chinois pose donc un défi à la Russie, celui des différences croissantes en influence et en puissance. Alors que la Russie continue à approvisionner la Chine en énergie et en armes, et que la Chine croît à un rythme nettement plus rapide que son voisin du nord, le risque que Moscou devienne un partenaire mineur d'une coalition dirigée par Pékin augmente.

L'assurance croissante de la Chine s'est manifestée à travers ses tentatives d'acquérir des actifs énergétiques russes, d'obtenir des accords préférentiels et de rendre la Russie plus dépendante à l'égard de ses biens de consommation. Ainsi, en 2002, la Chinese National Petroleum Company a essayé d'acquérir Slavneft²¹. Pékin déploie aussi des efforts soutenus pour négocier un approvisionnement énergétique à des prix

²⁰ A. Kuchins et R. Weitz, *Russia's Place in an Unsettled Order—Calculations in the Kremlin*, Washington D.C., The Stanley Foundation, 2008, p. 6.

²¹ N. Norling, « China and Russia: Partners with Tensions », *Policy Perspectives*, 2007, p. 44.

inférieurs à ceux du marché²². Certains médias russes ont donc critiqué le récent contrat pétrolier sur vingt ans, ainsi que d'autres accords avec la Chine, les considérant comme des concessions disproportionnées de la part de Moscou²³. Reconnaisant son besoin croissant d'investissements, de crédit et de débouchés commerciaux chinois²⁴, la Russie n'était pas disposée à appuyer les revendications environnementales lorsque son voisin a pollué le fleuve Amour, et le Kremlin a également cédé plusieurs territoires à la Chine dans les traités frontaliers²⁵.

Pour les sinophiles, cependant, l'essor chinois offre de nouvelles perspectives économiques. Il s'agit notamment de développer le commerce bilatéral, dont le volume demeure très inférieur aux échanges sino-américains. Les produits russes les plus communément exportés en Chine restent l'énergie et les armes, alors que les biens les plus importés vont de l'électronique aux vêtements. Le Kremlin pourrait dorénavant appliquer le modèle de l'accord pétrolier récemment signé à d'autres domaines énergétiques, dont l'électricité, le gaz naturel et l'énergie atomique²⁶. Alors que la faible productivité russe et son coût du travail élevé se traduisent par le déclin de sa compétitivité, l'emprise chinoise continue de s'étendre. Avec l'augmentation de son influence, le lobby chinois en Russie devient plus puissant. En conséquence, les décisions économiques classiques sont désormais régulièrement prises compte tenu de la Chine. Ainsi, en juillet 2009, Pékin a envoyé une délégation à Moscou négocier pour le compte d'une importante communauté de Chinois. Celle-ci avait été affectée par la décision du gouvernement russe de fermer le marché de Tcherkizovski en raison de multiples violations des lois relatives au travail et à l'immigration. Dirigée par le vice-ministre chinois du Commerce, la délégation a négocié la restauration de l'aire commerciale à la condition d'un investissement chinois d'un milliard de dollars.

L'unilatéralisme américain

Si l'essor chinois a fourni une base solide pour le développement de relations économiques avec la Russie, l'unilatéralisme américain a contribué à renforcer les liens sécuritaires entre Moscou et Pékin ainsi que

²² *Kommersant*, 22 juillet 2008. Pour les divergences entre les politiques énergétiques russe et chinoise en Asie centrale, voir : Flikke et Wilhelmsen, *Central Asia, op. cit.* [2].

²³ I. Naumov, « Rossiya glubzhe podsela na kitayskuyu iglu, » *Nezavisimaya gazeta*, 29 octobre 2008, <www.ng.ru/economics/2008-10-29/4_china.html> ; Yu. Latynina, « Ukhodya gasite svet », *Novaya gazeta*, 6 juillet 2009, <www.novayagazeta.ru/data/2009/0711/11.html>.

²⁴ F. Lukyanov, « Russia, China Have Few Political Differences But Economic Interests Diverge », *Gazeta*, 28 juillet 2009.

²⁵ Certains économistes russes ont évalué le coût du transfert des territoires pour la Russie à 3 milliards de dollars (*Kommersant*, 22 juillet 2008).

²⁶ Le vice-Premier ministre I. Sechin a fait une telle suggestion après avoir signé le contrat pétrolier (Ye. Grigoryeva, « Neft' razvernuli na Vostok », *Izvestiya*, 22 avril 2009).

la perception d'un ordre international juste. Par exemple, l'intervention de l'OTAN conduite par les États-Unis en Yougoslavie et le bombardement « accidentel » de l'ambassade chinoise à Belgrade ont fortement irrité Pékin, qui a fait front avec la Russie en critiquant l'Occident. Les sinophiles ont obtenu de puissants soutiens pour prendre l'initiative de liens stratégiques avec la Chine et d'autres pays non occidentaux. Les actions américaines qui ont suivi sous la présidence de George W. Bush – expansion de l'OTAN, retrait unilatéral du traité ABM [anti-missiles balistiques] et intervention militaire en Irak – ont renforcé les sinophiles russes, notamment ceux en lien avec l'appareil sécuritaire. La position chinoise sur ces questions est devenue identique à celle des Russes, même si elle n'est pas aussi fortement exprimée. Pékin a également soutenu la réponse militaire du Kremlin à l'attaque géorgienne en Ossétie du Sud – en partie à cause de la proximité entre la Géorgie et les États-Unis – tout en s'abstenant d'avaliser la reconnaissance russe de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Même si les positions concertées de la Russie et de la Chine ne permettent pas encore de former une coalition en mesure de contrebalancer l'Occident, certains chercheurs décrivent leur comportement comme une volonté de rééquilibrer leurs relations avec les États-Unis²⁷.

La faiblesse de l'État russe

La faiblesse de l'État russe se manifeste dans son incapacité à résoudre des problèmes vitaux et à contenir l'influence de puissants lobbies. Contrairement à la Chine, la population russe vieillit et se réduit. Les indicateurs d'espérance de vie et de mortalité infantile russe se sont détériorés depuis la fin des années 1980. Depuis 2005, ces indicateurs ont commencé à s'améliorer par rapport à la fin de la décennie 1980, mais de façon marginale. De plus, après la désintégration du système communiste, les Russes vivent dans un vide idéologique et doivent réévaluer leurs valeurs historiques. L'État doit également formuler des projets attractifs de *soft power* pour ses voisins. Le deuxième aspect de la faiblesse de l'État russe a trait à son incapacité administrative, qui complique l'élaboration et la conduite d'une politique sur le long terme. L'État russe n'est pas actuellement suffisamment consolidé ; il lui manque à la fois la légitimité et la capacité à isoler les pressions du lobby chinois, de plus en plus influent. Même si Poutine et Medvedev sont populaires dans l'opinion publique, ils doivent encore traduire leur capital politique en réformes administratives efficaces.

²⁷ R.A. Pipe, « Soft Balancing against the United States », *International Security*, vol. 30, No. 1, 2005.

Conclusions et implications

D'une façon générale, la Russie est de moins en moins capable de résister à l'influence économique et politique chinoise. L'importance de la Chine s'est considérablement accrue dans le discours et l'action de l'État, ce qui s'est traduit par la présence exponentielle des sinophiles dans le débat national russe. La relative faiblesse économique et administrative de la Russie continuera à affaiblir son indépendance politique et ses autres attributs de grande puissance. Si l'État russe a recouvré une entière marge de manœuvre dans ses frontières et sur la scène internationale depuis la douloureuse transition des années 1990, elle n'en a pas pour autant les capacités pour agir à court terme à égalité avec l'Occident et la Chine. Malgré toute la rhétorique sur la « renaissance russe », la Russie n'a pas émergé comme une grande puissance face à d'importants défis internationaux comme l'expansion des influences occidentales et chinoises en Eurasie. Les tentatives actuelles de la Russie d'influencer ces processus ne constituent pas de garantie de succès pour l'avenir, surtout dans un contexte de crise économique réduisant davantage les options du Kremlin.

La Russie devrait se fixer des objectifs réalistes, car il est peu probable qu'elle émerge comme un centre indépendant de pouvoir et d'influence culturelle dans les vingt prochaines années. Se ranger du côté des États occidentaux, comme le recommandent les occidentalistes idéologiques, s'est avéré trop coûteux après la fin de la guerre froide. L'option consistant à devenir le partenaire secondaire d'une coalition d'États dirigée par la Chine n'est pas non plus attractive et risque aussi de se faire aux dépens des intérêts et de l'influence russe dans le monde. Une autre stratégie pourrait consister à répondre à ces conditions extérieures potentiellement défavorables en résolvant les problèmes internes et en ne faisant pas de choix internationaux explicites (stratégie de *back-passing*). À la fin du xx^e et au début du xxi^e siècle, cette stratégie a été globalement suivie par la Chine, même si elle pourrait ne pas être applicable à la Russie. Cette dernière est trop vaste et a une position géographique trop centrale entre l'Europe et l'Asie pour déléguer la résolution de conflits internationaux à d'autres puissances.

Cela laisse à la Russie l'option du *recueillement*^{*} ou de la concentration ayant suivi la défaite lors de la guerre de Crimée au xix^e siècle. Les deux principes clés du *recueillement*, introduit par le ministre des Affaires étrangères du Tsar Alexandre II Alexandre

* En français dans le texte [NdT].

Gortchakov, consistent en un isolement relatif par rapport aux affaires européennes et en des alliances flexibles avec d'autres États. Alors que le premier point était considéré comme nécessaire pour conduire les réformes intérieures après la défaite, le second visait à apporter la paix nécessaire à la convalescence du pays. Contrairement au *back-passing*, la concentration favorise l'engagement international et peut être d'autant plus appropriée aujourd'hui que le monde entre dans une phase de transition de la domination des États-Unis à un monde multipolaire. Durant la période de transition, la Russie appartiendra au groupe des pays pouvant déterminer l'équilibre des pouvoirs entre les plus grands États du monde – les États-Unis, l'Union européenne et la Chine²⁸. Tout en restant sûre d'elle-même dans la défense de ses intérêts vitaux, la Russie pourrait élaborer une stratégie à long terme d'alliances interculturelles flexibles et de concentration intérieure. Si la Chine ne fait pas montre de tendances expansionnistes, la Russie pourrait bien obtenir le calme international nécessaire à une longue période de croissance interne stable.

Pour le monde occidental, la perspective d'une « sinophilisation » croissante de la politique étrangère russe implique la nécessité de changer d'approche. Plutôt que d'essayer de faire du XXI^e siècle un « nouveau siècle américain » ou occidental, Washington et Bruxelles gagneraient à envisager une retraite honorable par rapport à leur position d'hégémonie mondiale. Bien que des tensions entre la Russie et la Chine subsistent et risquent même d'augmenter à l'avenir, l'Occident pourrait contribuer à leur gestion en promouvant un dialogue multilatéral en Eurasie. Si, cependant, les pays occidentaux continuent à agir de façon unilatérale et impérialiste, les pays non-occidentaux – à commencer par la Russie et la Chine – feront preuve de défiance en revendiquant ce qu'ils perçoivent comme leurs intérêts économiques et stratégiques. En l'absence d'institutions internationales suffisamment fortes, une telle interaction risque d'encourager de nouveaux conflits et non la paix et la stabilité mondiales. Empêcher une plus grande « sinophilisation » du Kremlin impliquera aussi un renforcement des liens avec la Russie, tout en préservant le niveau actuel des relations avec la Chine. L'Occident devrait travailler non pas tant à encourager la Russie à devenir pro-occidentale qu'à la décourager de devenir pro-chinoise aux dépens de liens avec les nations occidentales. L'objectif ne devrait pas consister à marginaliser ou à isoler la Chine, mais plutôt à renforcer la capacité russe à choisir ses futurs partenaires dans le monde post-occidental.

²⁸ P. Khanna, *The Second World: Empires and Influence in the New Global Order*, New York, Random House, 2008.